

RESUME

Résumé des Communications Scientifiques

2 – « La Télépathologie dans la consultation des maladies pulmonaires entre deux provinces polonaises. Expériences dans l'application de diverses méthodes »

Par J.Slodkowska, M. Wojciechowski, K. Siemiatkowska, H. Popper

La Télépathologie [TP] concerne la transmission des images microscopiques par l'intermédiaire du réseau de télécommunication. Depuis quelques années la Télépathologie [TP] statique était utilisée pour obtenir une deuxième opinion diagnostique (téléconsultation) entre deux centres référentiels des maladies pulmonaires: l'Institut National de Recherches sur les Tuberculoses et les Maladies Pulmonaires à Varsovie et le Centre de Pulmonologie de Couïavie-Poméranie à Bydgoszcz. La Télémicroscopie numérique: le microscope télécommandé et la méthode "virtual slides" [VS] sont les dernières innovations dans le domaine de TP et sont accessibles à l'aide de Coolscope [Cs]. Récemment nous avons appliqué Cs (Nikon, Japon) dans les téléconsultations dans le domaine de pathologie, basant sur le réseau Internet de standard. Nous avons évalué l'utilité de trois méthodes: la TP interactive, VS et "Large Image" [LI]. Soixante-dix téléconsultations représentant des questions du domaine de l'oncologie pulmonaire et des maladies interstitielles des poumons ont été réalisées. D'après nos expériences, il résulte que Cs assure une Télépathologie interactive de haute qualité (connexion Internet de standard, l'accès temporel libre et les plates-formes indépendantes). Toutefois, la méthode VS exige un réseau à large bande et un ordinateur de nouvelle génération. La méthode LI est insuffisante pour les téléconsultations professionnelles et peut être employée dans l'éducation.

3 - « L'Identifiant Individuel face à la Dimension Familiale de l'Information Médicale »

Par Pr Olivier Cohen (1) et Pr Catherine Quantin (2)

(1) HC Forum (<http://www.hcforum.fr>)

(2) DIM du CHU de Dijon

Résumé

Nous présentons un identifiant individuel à composante familiale basé sur les données qui structurent notre état civil afin de conduire à une meilleure identification du patient. Cette identifiant permet en outre une meilleure adéquation avec la pratique médicale et les besoins en Santé Publique qui nécessitent de plus en plus la prise en compte de la dimension familiale. Cette procédure validée par la Commission Nationale Informatique et Liberté (mars 2004) pourrait ainsi permettre l'identification du patient de façon individuelle et le chaînage de ses données, mais aussi un chaînage familial des dossiers anonymisés lorsque celui-ci est nécessaire et avec l'autorisation du patient. L'existence de clés de codage spécifiques permettrait ainsi de conduire à une identification générique du patient tout en empêchant les croisements de fichiers rattachés au même citoyen, mais générés dans des secteurs autres que la santé.

4 - « La Protection des Données Médicales en Droit Européen »

Par M. Jean HERVEG

La directive 95/46/CE relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données constitue le socle commun aux Etats membres de l'Union européenne en matière de protection des données à caractère personnel. Elle pose pour principe l'interdiction de traiter les données médicales. Elle prévoit cependant diverses hypothèses dans lesquelles le traitement des données médicales est autorisé. Toutefois, la légitimité du traitement des données médicales doit toujours être vérifiée concrètement en prenant en considération les intérêts de la personne concernée, du responsable du traitement et de la collectivité.

6 - « Le recours aux satellites dans le Tsunami »

Par Jérôme BEQUIGNON,
Ingénieur observateur de la Terre – DDSC, Ministère de l'Intérieur

La directive 95/46/CE relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données constitue le socle commun aux Etats membres de l'Union européenne en matière de protection des données à caractère personnel. Elle pose pour principe l'interdiction de traiter les données médicales. Elle prévoit cependant diverses hypothèses dans lesquelles le traitement des données médicales est autorisé. Toutefois, la légitimité du traitement des données médicales doit toujours être vérifiée concrètement en prenant en considération les intérêts de la personne concernée, du responsable du traitement et de la collectivité.